

N°DBCA-2022-083

Membres théoriques :

5

Membres en exercice :

5

- Membres présents :

4

- Votants :

4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RC-2022-05 – DEMANDE DE PRISE EN CHARGE DE REPARATION

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

*

* *

Vu :

- *l'article 1240 du code civil,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le 12 novembre 2021, le CTA-CODIS reçoit un appel de mondial assistance pour une personne ne répondant pas aux appels avec demande d'ouverture de porte.

L'adresse communiquée par la société de téléalarme mentionne le nom d'une rue à Saint Martin en Campagne, l'opérateur alerte le requérant en précisant que sur la commune de Saint-Martin-en Campagne, il s'agit d'une avenue portant le nom mentionné et non d'une rue, et qui, elle est localisée sur la commune de Berneval-le-Grand, commune mitoyenne à celle de Saint-Martin-en-Campagne.

Un VTU est donc engagé sur la commune de Saint-Martin-en-Campagne au numéro de l'avenue donnée par la téléassistance.

Alors que les sapeurs-pompiers essayaient de pénétrer dans le logement, après avoir cassé le volet, pour effectuer une levée de doute, un des voisins est intervenu pour informer les sapeurs-pompiers qu'ils n'étaient pas à la bonne adresse.

Dans son compte-rendu d'intervention, le chef d'agrès indique que contrairement aux indications données par la téléassistance, les sapeurs-pompiers devaient intervenir au 40 et non au 16.

Le 06 mai 2022, l'assureur de la maison fracturée à tort demande au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) le remboursement de la franchise.

Le Sdis 76 a opposé un refus arguant que le volet a été cassé conformément aux instructions du requérant, qu'il n'y a donc pas de faute de la part du Service, sa responsabilité ne pouvant donc pas être engagée.

Le 22 juin 2022, le propriétaire de la maison conteste la réponse faite à son assureur et précisant que depuis quelques mois, le numéro de l'adresse de la victime a été modifié, ce n'est plus le 16 mais le 40.

Le 19 août 2022 nouvelle décision de refus du Service au même motif que les précédents courriers.

Le 28 septembre 2022, le propriétaire de la maison a déposé une requête auprès du TA de Rouen et produit une facture téléphonique de la victime où le numéro de téléphone et l'adresse sont ceux transmis par le requérant lors de l'appel. Il demande le remboursement de 147,14€ correspondant à 125€ de franchise et 22.14€ pour ses frais engagés dans le cadre du contentieux.

Après de nouvelles recherches, il apparaît que la rue située à Berneval-le-Grand est dans le prolongement de l'avenue du même nom sis à Saint-Martin-en-Campagne.

Le numéro de maison de la victime ayant changé (de 16 à 40), les sapeurs-pompiers ont cherché le 16 et se sont arrêtés au 16 sur la commune de Berneval-le-Grand.

Bien qu'un comportement fautif puisse être reproché au requérant, les sapeurs-pompiers ont également commis une faute en se déportant sur la commune de Berneval-le-Grand depuis la commune de Saint-Martin-en-Campagne.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est assuré en responsabilité civile auprès de la Société hospitalière d'assurances mutuelles (SHAM) avec un montant de franchise de 1000 €.

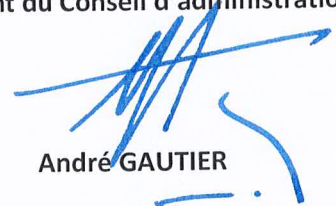
- Aussi, au regard du montant réclamé, et du temps agent nécessaire pour défendre au contentieux un tel dossier, il vous est proposé de bien vouloir prendre en charge la somme de 147.12€ et par conséquent de mettre fin au contentieux.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER